

L'économie

probablement été capables de limiter cette dernière à environ 15 p. 100.

Le ministre a annoncé un programme de création d'emplois de 500 millions de dollars. Monsieur l'Orateur, je suppose que nous devons admettre que c'est un pas dans la bonne direction. Le gouvernement s'est penché sur le problème du chômage dans ce budget, mais il prend des mesures trop limitées. Cinq cents millions de dollars, cela semble être beaucoup mais cela ne représente que \$300 par chômeur et n'équivaut qu'à ¼ p. 100 de toute notre économie à l'heure actuelle. C'est un pas dans la bonne voie, mais nous avons encore beaucoup à faire et les députés de ce côté-ci de la Chambre sont persuadés que la seule façon de créer des emplois vraiment permanents est d'adopter une série de mesures, dont je parlerai tantôt, destinées à résoudre le problème du million et demi de chômeurs et non pas des 50,000 ici ou des 30,000 là.

● (1650)

Le ministre a également annoncé que le gouvernement allait dépenser environ 400 millions de dollars dans l'Ouest. Monsieur l'Orateur, je suis peut-être sourd, je peux avoir mauvaise mémoire, mais, sauf erreur, l'ex-ministre des Finances avait mentionné un autre chiffre et je crois que le ministre oublie un zéro. Il y a environ deux ans, il était question, je crois, d'une somme de quatre milliards à verser au fonds de développement de l'Ouest. Il y a un autre aspect de la question. Le ministre veut peut-être nous laisser entendre que lorsque le gouvernement promet de donner quelque chose c'est qu'il va en retrancher 90 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: Monsieur l'Orateur, nous applaudissons aussi à la décision du ministre d'accepter la recommandation de la Commission Lortie visant à soulager un peu les sociétés publiques canadiennes de la taxe sur les gains en capital. C'est un pas dans la bonne direction et nous en sommes heureux. Également, nous remarquons avec plaisir qu'il ne donnera pas suite à la proposition d'indexer les dépôts à terme. Cela aurait constitué une mesure très dangereuse qui aurait conduit le Canada directement à l'affectation de crédit sur une grande échelle par un petit cercle de bureaucrates et d'hommes politiques à Ottawa dont les manœuvres auraient empêché l'économie tout entière de fonctionner librement.

C'est donc là la bonne décision. Cependant, ayant pris cette décision, le ministre doit admettre—ce qu'il n'a pas fait dans son exposé—que des Canadiens se sont acheté une maison, comme le leur conseillaient le premier ministre (M. Trudeau), le vice-premier ministre (M. MacEachen), le ministre des Finances et le ministre chargé du logement, qui est à la Chambre aujourd'hui et qui a fortement encouragé les Canadiens à devenir propriétaires parce que cette proposition allait être mise en œuvre. Comme le ministre d'État (Finances) (M. Cosgrove) l'avait déclaré, «ce n'est pas une question de peut-être, le programme sera mis en application». Les Canadiens l'ont cru, ils ont acheté des maisons, ils y ont investi leur argent, et le ministre doit absolument dire à ces Canadiens ce qu'il entend faire pour les protéger, eux qui ont assumé des hypothèques à des taux élevés il y a trois ou quatre mois. Voilà une responsabilité dont le ministre n'a soufflé mot.

Le ministre aujourd'hui et le premier ministre la semaine dernière ont cherché à faire croire aux Canadiens que nous nous tirions mieux d'affaire que bien d'autres nations dans le

monde. Mais examinons la situation avec objectivité. Monsieur l'Orateur, je voudrais vous citer quelques faits que le premier ministre a négligé d'exposer la semaine dernière lors de ses conversations au coin du feu et que le ministre des Finances a gardés sous silence aujourd'hui, des faits qui aideront les Canadiens à comprendre pourquoi un million et demi de leurs concitoyens se retrouvent sans emploi aujourd'hui.

Le journal *Euromoney*, publication financière internationale de haute renommée, réalise chaque année une enquête qui donne un indicateur composé établi à partir de l'ensemble des grandes mesures de la performance économique de 81 pays: la croissance économique, l'inflation, les exportations et les taux des changes y figurent tous. Quel rang croyez-vous que le Canada occupe, monsieur l'Orateur, par rapport à ces 81 pays? Le quarantième, pour une période allant de 1974 à 1982. Ces données ne sont pas tirées d'un document de recherche commandé par le parti progressiste conservateur, mais bien de *Euromoney*, un observateur objectif de la situation internationale. Au cours des douze derniers mois, nous sommes tombés du quarantième au cinquantième rang. Qui nous bat, pensez-vous? L'Arabie Saoudite évidemment. L'Allemagne, le Japon et les États-Unis. Nous nous y attendions. Mais Chypre, la Birmanie, le Honduras, l'Inde, le Pakistan, la Papouasie et la Nouvelle-Guinée? Ces pays nous devancent tous. Je peux montrer ce tableau à tous les députés qui désirent le lire.

Si depuis deux ans nous ressentons les effets des pressions économiques internationales, c'est parce que nous occupons la quarantième place. Depuis 15 ans, les politiques libérales affaiblissent notre économie d'année en année. Elles ont peu à peu miné les forces dont elle jouissait il y a 10 ou 15 ans. Pour cette raison, quand les taux d'intérêt ont grimpé aux États-Unis, les nôtres ont monté encore plus, les dépassant de 4 à 6 points de pourcentage. Pourquoi? Parce que notre taux d'inflation était plus élevé et parce que, depuis deux ans, il y avait eu une fuite de capitaux sans précédent. Quand l'économie internationale s'est effondrée, notre économie est tombée encore plus bas. Pourquoi? Parce que depuis 8 ans notre taux de productivité était le plus faible du monde industrialisé et le budget de novembre 1981 qui s'était attaqué aux investissements productifs n'avait fait qu'aggraver les choses.

Lorsqu'un million et demi de personnes ont perdu leur emploi à cause des taux d'intérêt et du ralentissement économique, le gouvernement fédéral n'avait guère de ressources à sa disposition pour combattre le chômage. Pourquoi? Parce que les libéraux jetaient l'argent par les fenêtres depuis dix ans sans se soucier du déficit budgétaire qui a atteint le chiffre astronomique de 23.6 milliards que le ministre nous a communiqué aujourd'hui.

Le gâchis n'a pas seulement commencé en 1980 avec le Programme énergétique national ou le budget de novembre 1981. Il remonte au début des années 70, au moment où Edgar Benson a présenté sa réforme fiscale qui favorisait la redistribution des richesses sans se soucier de la création d'emplois, du développement technologique et de la croissance économique.

Des voix: Bravo!

M. Wilson: La réforme fiscale favorisait la consommation et dissuadait d'investir dans la création d'emplois. Cela a continué avec John Turner dont le règne a été marqué par une hausse des dépenses gouvernementales qui ont augmenté de 26 p. 100 en une seule année, une politique monétaire débridée